

PRÉFÈTE DE LA CÔTE-D'OR

DIJON, LE 07/12/2011

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

SA COLAS EST

Commune de PRUSLY SUR OURCE

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE,
PRÉFÈTE DE LA CÔTE D'OR
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'environnement et notamment son article L 514-1,
- VU le titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'environnement,
- VU l'arrêté préfectoral du 1er décembre 2008 autorisant la SA COLAS EST, dont le siège social est situé 6 rue André Kiener à COLMAR 68000, à exploiter une carrière à ciel ouvert de roche massive et ses installations annexes sur le territoire de la commune de PRUSLY SUR OURCE, lieu-dit "La Combe de Fraisse";
- VU le rapport de Mme. la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne, en date du 24 octobre 2011,
- CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas respecté certaines exigences du chapitre 1-3 et de l'article 1-7-1 (des stocks importants de déchets : enrobé, morceaux de bois, plastiques, ferrailles,... sont déposés à même le sol et lessivés par les eaux météoriques), et des articles 2-1-6 (la voie de desserte de la carrière sur la voirie publique est dégradée et n'est pas revêtue d'un enrobé), 2-2-3-1 (le stockage des terres a une hauteur bien supérieure à 2 m), 2-3-2-1 (les produits finis sont stockés sur une hauteur d'environ 6 à 7 m), 3-1-3 (l'envol de poussières est important au niveau des installations et aucune disposition n'est prise pour la réduire), 4-3-2 (l'exploitant n'a pas installé de micro-station d'épuration suivie d'un filtre à sable vertical conforme à l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 au regard de la qualité de l'effluent. Il n'est pas prévu non plus de cuve étanche régulièrement vidangée par une entreprise spécialisée), 5-1-1 (des déchets, (ferrailles,...) sont déposés aux abords du local de repos), 9-2-2-1 (les analyses ne sont pas réalisées), 9-2-4 (des déchets : ferrailles,...sont déposés aux abords du local de repos) de l'arrêté préfectoral du 1er décembre 2008
- SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or,

ARRETE

ARTICLE 1er -

En application de l'article L.514-1 du Code de l'environnement, la SA COLAS EST, dont le siège social est situé, 6 rue André Kiener à COLMAR 68000, est mise en demeure, pour sa carrière à ciel ouvert de roche massive exploitée sur le territoire de la commune de PRUSLY SUR OURCE, lieu-dit "La Combe de Fraisse" de respecter :

Sous 3 mois :

– **les exigences du chapitre 1-3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2008 – Conformité au dossier de demande d'autorisation**

«Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. »

– **les exigences de l'article 1-7-1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2008 – Porter à connaissance**

«Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. »

– **les exigences de l'article 2-1-6 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2008 – Accès à la voirie**

« Le débouché des voies de desserte de la carrière sur la voirie publique doit être signalé et ne pas créer de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

Les aménagements des accès à la voirie publique se font en accord entre les services compétents et l'exploitant. La voie communale 3 (VC3) servant d'accès à la voirie publique sera revêtu d'un enrobé routier sur 150 mètres. L'exploitant prend en charge les travaux nécessaires. (...) »

– **les exigences de l'article 2-2-3-1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2008– Technique de décapage**

« Le stockage des terres ne doit pas se faire sur une hauteur supérieure à 2 m de telle manière qu'elles conservent leur qualité de support pour la végétation.»

– **les exigences de l'article 2-3-2-1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2008 – Hauteur des stocks**

« Les produits finis seront stockés sur une hauteur maximale de 3,5 mètres.»

– **les exigences de l'article 3-1-3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2008 – Emissions et envois de poussières**

« L'exploitant doit prendre des dispositions pour éviter l'émission et la propagation des poussières, notamment :

- les «émissions de poussières sur les installations de traitement des matériaux sont abattues par pulvérisation d'un brouillard d'eau, ou tout autre système d'efficacité reconnue équivalente,*
- un capotage est mis en place au niveau de certains postes tels que les entrées et sorties des concasseurs, les cribles, les jetées de tapis, ou tout autre système d'efficacité reconnue équivalente,*
- la hauteur de chute des matériaux sur les tapis et les tas de stockage ne doit pas être supérieure à 3,5 m.*
- les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. »*

– les exigences de l'article 4-3-2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2008 – Eaux sanitaires

« Les eaux sanitaires sont collectées, traitées et évacuées selon le code des collectivités locales. L'exploitant installera une micro-station d'épuration suivie d'un filtre à sable vertical conforme à l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 au regard de la qualité de l'effluent.

A défaut, elles seront dirigées vers une cuve étanche régulièrement vidangée par une entreprise spécialisée.»

– les exigences de l'article 5-1-1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2008 – Limitation de la production de déchets

« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production. »

– les exigences de l'article 9-2-2-1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2008 – Eaux rejetées

*« L'exploitant fait réaliser **chaque année** en sortie du décanteur déshuileur prévu à l'article 4.2.1. et en sortie de chaque émissaire des bassins de décantation prévu au chapitre 4.3, des mesures de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel. Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article 4.3.2. Les résultats de ces analyses sont tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées »*

– les exigences de l'article 9-2-4 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2008 – Auto surveillance des niveaux sonores

« Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dès l'ouverture de la carrière puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.(...). »

ARTICLE 2 - Délais de recours (article L514-6 du code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de DIJON (22 rue d'Assas). Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, délai qui commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée.

Les tiers disposent d'un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

ARTICLE 3 -

La Secrétaire Générale de la préfecture de la Côte d'Or, la Sous-Préfète de MONTBARD, le maire de la commune de PRUSLY SUR OURCE, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne et le Directeur de la SA COLAS EST sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, (2 exemplaires)
- . M le Directeur des Services d'archives départementales
- . M. le Maire de PRUSLY SUR OURCE
- . M. le Directeur de la SA COLAS EST

FAIT à DIJON, le 01 DEC. 2011

La PRÉFÈTE,
Pour la Préfète
et par délégation
la Secrétaire Générale
Martine JUSTON

– les exigences de l'article 4-3-2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2008 – Eaux
sanitaires

« Les eaux sanitaires sont collectées, traitées et évacuées selon le code des collectivités locales. L'exploitant installera une micro-station d'épuration suivie d'un filtre à sable vertical conforme à l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 au regard de la qualité de l'effluent.

A défaut, elles seront dirigées vers une cuve étanche régulièrement vidangée par une entreprise spécialisée.»

– les exigences de l'article 5-1-1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2008 –
Limitation de la production de déchets

« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production. »

– les exigences de l'article 9-2-2-1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2008 – Eaux
rejetées

*« L'exploitant fait réaliser **chaque année** en sortie du décanteur déshuileur prévu à l'article 4.2.1. et en sortie de chaque émissaire des bassins de décantation prévu au chapitre 4.3, des mesures de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel. Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article 4.3.2. Les résultats de ces analyses sont tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées »*

– les exigences de l'article 9-2-4 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2008 – Auto
surveillance des niveaux sonores

« Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dès l'ouverture de la carrière puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.(...). »

ARTICLE 2 - Délais de recours (article L514-6 du code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de DIJON (22 rue d'Assas). Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, délai qui commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée.

Les tiers disposent d'un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

ARTICLE 3 -

La Secrétaire Générale de la préfecture de la Côte d'Or, la Sous-Préfète de MONTBARD, le maire de la commune de PRUSLY SUR OURCE, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne et le Directeur de la SA COLAS EST sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
(2 exemplaires)
- . M le Directeur des Services d'archives départementales
- . M. le Maire de PRUSLY SUR OURCE
- . M. le Directeur de la SA COLAS EST

FAIT à DIJON, le

01 DEC. 2011

La PRÉFÈTE,
Pour la Préfète
et par délégation
la Secrétaire Générale
Martine JUSTON